
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public relatif à l'acquisition d'analyseurs à scintillation liquide et de leurs équipements périphériques (réfrigération, pilotage informatique, logiciel d'exploitation) et réalisation de prestations de services associées sur les sites de l'ASNR du Vésinet (78), d'Orsay (91) et de Cadarache (13)

Mode de passation du marché public	Appel d'offres ouvert
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
Code CPV	38943000 – Compteurs beta
Nomenclature ASNR	LAB_030 : Equipement de laboratoire matériel scientifique

ACHETEUR

ASNR (Siège social)
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTROUGE
Tél. : 01 58 35 88 88

Interlocuteurs

Interlocuteurs ASNR

Affaire suivie **administrativement** par :

Fabrice MARTIAL
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)
Téléphone : 01.58.35.91.53
Courriel : fabrice.martial@asnr.fr

Affaire suivie **techniquement** par :

Lot n°1 – SAME LE VESINET et ORSAY

Emilie BAUDAT
ASNR/DREE/SAME/LMN
Téléphone : 01.30.15.52.19
Courriel : emilie.baudat@asnr.fr

Et

Claire DALENCOURT
ASNR/DREE/SAME/LMRE
Téléphone : 01.69.85.58.46
Courriel : claire.dalencourt@asnr.fr

Et

Lot n°2 – SM2IV LE VESINET et LRTA CADARACHE

Rabha MOKRANI KERDJOUJ
ASNR/PSE-SANTE/SM2IV/UMAO
Téléphone : +33 1 30 15 43 12
Courriel : rabha.mokranikerdjoudj@asnr.fr

Et

Daniel ORJOLLET
ASNR/DREE/STAAR/LRTA
Téléphone : +33 4 42 19 91 91
Courriel : daniel.orjollet@asnr.fr

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	5
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché	6
ARTICLE 5 - Durée	7
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	9
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	11
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	14
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché	15
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	21
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	22
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel.....	23
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	24
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	25
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	26
ARTICLE 16 - Assurances.....	27
ARTICLE 17 - Nantissement	28
ARTICLE 18 - Retenue de garantie	29
ARTICLE 19 - Pénalités	30
ARTICLE 20 - Prime d'avance	31
ARTICLE 21 - Résiliations.....	32
ARTICLE 22 - Règlement des différends	33
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS.....	34

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

L'« **acheteur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par l'acheteur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'analyseurs à scintillation liquide et de leurs équipements périphériques (réfrigération, pilotage informatique, logiciel d'exploitation) et réalisation de prestations de services associées sur les sites de l'ASNR du Vésinet (78), d'Orsay (91) et de Cadarache (13).

Le présent marché est alloti de la façon suivante :

- LOT 1 : Acquisition de deux (2) analyseurs à scintillation liquide et de leurs équipements périphériques (réfrigération, pilotage informatique, logiciel d'exploitation) et réalisation de prestations de services associées pour le compte du SAME sur les sites de l'ASNR du Vésinet (78) et d'Orsay (91)
- LOT 2 : Acquisition de deux (2) analyseurs à scintillation liquide et de leurs équipements périphériques (réfrigération, pilotage informatique, logiciel d'exploitation) et réalisation de prestations de services associées pour le compte du SM2IV et du STAAR sur les sites de l'ASNR du Vésinet (78) et de Cadarache (13)

3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue un marché ordinaire.

3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE – LOT 1

Les prestations prévues au sein du présent marché sont les suivantes :

- un analyseur à scintillation liquide avec passeur d'échantillon et source externe ;
- un module de réfrigération ;
- un logiciel d'exploitation ;
- le matériel informatique nécessaire au pilotage ;
- l'installation et la mise en service ;
- la formation des utilisateurs.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

3.4 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE – LOT 2

Le présent marché est décomposé en tranches en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique. Il comporte une (1) tranche ferme et une (1) tranche optionnelle, dont les prestations sont identiques et portent sur la fourniture d'une chaîne de mesure par scintillation liquide.

Les prestations couvertes par chacune des tranches sont les suivantes :

- un analyseur à scintillation liquide avec passeur d'échantillons et source externe ;
- Un module de discrimination alpha/beta
- un module de réfrigération ;
- un logiciel d'exploitation ;
- le matériel informatique nécessaire au pilotage ;
- l'installation et la mise en service ;
- la formation des utilisateurs.

Affermissement de la tranche optionnelle

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision de l'ASNR d'affermir cette dernière. Cette décision est notifiée au titulaire au plus tard un (1) mois avant la date prévue de mise en œuvre de la tranche optionnelle.

L'ASNR dispose d'un délai maximal de cinq (5) mois à compter de la notification du marché pour notifier sa décision d'affermir la tranche optionnelle. À défaut de notification dans ce délai, la tranche optionnelle est réputée caduque et le titulaire est libéré de tout engagement à son égard.

Aucune indemnité d'attente ni indemnité de dédit n'est due au titulaire, que ce soit en cas d'affermissement tardif (dans la limite du délai fixé à l'alinéa précédent) ou en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle.

Transparence et justification du prix de la tranche optionnelle

Le titulaire produit, dans son offre, la décomposition détaillée du prix de chacune des deux tranches (DPGF), permettant de vérifier l'absence de toute majoration du prix de la tranche optionnelle liée au risque de non-affermissement ou d'affermissement tardif. Toute différence de prix unitaire entre la tranche ferme et la tranche optionnelle portant sur une prestation identique doit être objectivement justifiée par le titulaire.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF) du lot n°1
 - Annexe n° 2 : Annexe financière (AF) du lot n°2
 - Annexe n°3 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
- **3. Le Cahier des charges du lot n°1 référencé « ASNR/PSE-ENV/SAME/2026 »**
- **4. Le Cahier des charges du lot n°2 référencé « ASNR/PSE-SANTE/SM2IV/2026 »**
- **5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **7. L'acte de sous-traitance**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - DUREE DU MARCHÉ– LOT N°1

Le présent marché est conclu pour une durée globale de vingt-neuf (29) mois à compter de sa notification.

Cette durée se décompose comme suit :

- Une phase initiale d'une durée maximale de cinq (5) mois, correspondant à la fourniture, l'installation, la mise en service, la formation des utilisateurs de la chaîne de mesure ;
- Une période de garantie contractuelle de vingt-quatre (24) mois, courant à compter de la date de réception définitive sans réserve de l'équipement, telle qu'attestée par un procès-verbal d'admission ;

Pendant toute la durée de la garantie, le titulaire s'engage à assurer le maintien en condition opérationnelle de l'équipement et à intervenir en cas de panne ou de dysfonctionnement selon les modalités définies au CCTP.

5.2 - DELAIS D'EXECUTION - LOT N°1

Le délai maximal d'exécution des prestations de fourniture, livraison, installation, la mise en service et la formation des utilisateurs est fixé à cinq (5) mois, à compter de la date de notification du marché.

Un planning d'exécution définitif des prestations objet du marché sera validé par l'ASNR et le titulaire à l'issue de la réunion de lancement.

5.3 - DUREE DU MARCHÉ – LOT N°2

Le présent marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Au titre de la tranche ferme (chaîne de mesure n°1), à compter de la notification du marché :

- Une phase initiale d'une durée maximale de cinq (5) mois, correspondant à la fourniture, l'installation, la mise en service et la formation des utilisateurs de la chaîne de mesure n°1 ;
- Une période de garantie contractuelle de vingt-quatre (24) mois, courant à compter de la date de réception définitive sans réserve de l'équipement, telle qu'attestée par un procès-verbal d'admission.

La tranche ferme a ainsi une durée propre maximale de vingt-neuf (29) mois.

Au titre de la tranche optionnelle (chaîne de mesure n°2), si celle-ci est affermie dans le délai fixé à l'article 5.4.2, à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement :

- Une phase initiale d'une durée maximale de cinq (5) mois, correspondant à la fourniture, l'installation, la mise en service et la formation des utilisateurs de la chaîne de mesure n°2 ;
- Une période de garantie contractuelle de vingt-quatre (24) mois, courant à compter de la date de réception définitive sans réserve de cet équipement, telle qu'attestée par un procès-verbal d'admission distinct de celui de la tranche ferme.

La tranche optionnelle, si elle est affermie, a ainsi une durée propre maximale de vingt-neuf (29) mois à compter de sa notification, cette notification pouvant intervenir jusqu'à cinq (5) mois après celle du marché conformément à l'article 5.4.2.

Pendant toute la durée de la garantie applicable à chaque équipement, le titulaire s'engage à assurer le maintien en condition opérationnelle de l'équipement concerné et à intervenir en cas de panne ou de dysfonctionnement selon les modalités définies au CCTP.

5.4 - DELAIS D'EXECUTION - LOT N°2

5.4.1 - Délai d'exécution de la tranche ferme

Le délai maximal d'exécution des prestations de fourniture, livraison, installation, mise en service et formation des utilisateurs de la chaîne de mesure n°1 est fixé à cinq (5) mois, à compter de la date de notification du marché.

5.4.2 - **Modalités d'affermissement et délai d'exécution de la tranche optionnelle**

La tranche optionnelle pourra être affermée par l'ASNR, à sa seule discrétion, par notification d'un ordre de service au titulaire, au plus tard dans un délai de cinq (5) mois à compter de la notification du marché.

À défaut d'affermissement dans ce délai, la tranche optionnelle sera réputée caduque et le titulaire libéré de tout engagement à son égard, sans qu'il puisse réclamer une quelconque indemnisation à ce titre.

Le délai maximal d'exécution des prestations de fourniture, livraison, installation, mise en service et formation des utilisateurs de la chaîne de mesure n°2 est fixé à cinq (5) mois, à compter de la date de notification de l'ordre de service affermissant la tranche optionnelle.

5.4.3 - **Planning d'exécution**

Un planning d'exécution définitif des prestations objet de la tranche ferme sera validé par l'ASNR et le titulaire à l'issue de la réunion de lancement. Un planning distinct sera établi selon les mêmes modalités pour la tranche optionnelle, le cas échéant, à l'issue d'une réunion de lancement spécifique organisée dans le mois suivant la notification de l'ordre de service d'affermissement.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

Tout prix unitaire s'entend comme un prix plafond.

6.4 - TYPE DE PRIX

6.4.1 - LOT n°1

Les prix, tels que fixés dans la DPGF, sont des prix fermes et actualisables.

Si un délai supérieur ou égal à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire, alors en qualité de candidat, a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à compter de la date de début d'exécution du marché.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période ferme d'exécution. Il pourra être révisé dans les conditions mentionnées ci-dessus.

L'actualisation est régie par les dispositions suivantes :

L'indice utilisé est : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764221

Formule utilisée : $P1 = P0 (0.3 + 0.7 \times S1/S0)$

Avec :

P1 : prix de règlement après l'actualisation ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

S1 : dernier indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;

S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

6.4.2 - LOT n°2

Les prix de la tranche ferme, tels que fixés dans la DPGF, sont des prix fermes et actualisables.

Si un délai supérieur ou égal à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire, alors en qualité de candidat, a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à compter de la date de début d'exécution du marché.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période ferme d'exécution. Il pourra être révisé dans les conditions mentionnées ci-dessus.

L'actualisation est régie par les dispositions suivantes :

L'indice utilisé est : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764221

Formule utilisée : $P1 = P0 (0.3 + 0.7 \times S1/S0)$

Avec :

P1 : prix de règlement après l'actualisation ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

S1 : dernier indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;

S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

Les prix de la tranche optionnelle, tels que fixés au DPGF, sont des prix révisables, dans les conditions suivantes.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle au-delà d'un délai de cinq (5) mois à compter de la notification du marché, le prix de la tranche optionnelle (P0) sera révisé selon la formule suivante :

La formule utilisée est la suivante :

$$P1 = P0 * (0,30 + 0,70 * S1/S0)$$

Avec :

✚ P1 : prix après révision ;

✚ P0 : prix initial de la tranche optionnelle figurant dans la DPGF ;

✚ S1 : dernier indice connu au moment de la notification de l'ordre de service affermissant la tranche optionnelle ;

✚ S0 : indice du mois de dépôt des offres ;

Indice utilisé : L'indice utilisé est : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.51 – Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764221

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

L'indice de révision est arrondi au centième supérieur. Le prix révisé, arrondi au 1/100^{ème}, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

Modalités de révision des prix :

La révision est de droit, elle peut intervenir à la demande de l'ASNR ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'ASNR.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'ASNR.

La révision prévue au présent article s'applique en une seule fois, à la date d'affermissement de la tranche optionnelle, et non de manière continue ou périodique. Aucune révision supplémentaire ne sera appliquée postérieurement à l'affermissement, le prix de la tranche optionnelle devenant alors ferme pour le reste de la durée d'exécution du marché, garantie contractuelle incluse.

6.5 - CLAUSE BUTOIRE

Sans objet

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

7.2 - AVANCES

L'avance est de droit pour toute prestation engagée financièrement de manière ferme dont **le montant initial est supérieur à 50 000 € HT ET dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.**

Pour le lot n°1 :

La prestation engagée financièrement de manière ferme concerne la période forfaitaire ferme.

Pour le lot n°2 :

La prestation engagée financièrement de manière ferme concerne la période forfaitaire ferme. la tranche forfaitaire ferme ainsi que la tranche forfaitaire optionnelle affermie.

Le montant de l'avance est égal à 70% du montant initial TTC de la prestation engagée financièrement de manière ferme si celle-ci est comprise entre 2 et 12 mois.

L'avance est versée sous 30 jours à compter de la notification de la prestation engagée financièrement de manière ferme. Ce versement est de droit et ne fait l'objet d'aucune facturation.

Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, à chaque transmission des demandes de paiement des prestations par le titulaire. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues au titre d'acomptes et de solde selon les modalités suivantes : montant TTC des prestations facturées multiplié par le taux de l'avance prévu au marché. La facture devra indiquer :

- Le montant TTC des prestations réalisées ;
- Le montant TTC déduit au titre de l'avance perçue (selon la formule de remboursement précitée) ;
- Le montant TTC à régler après déduction du remboursement de l'avance ;
- Le montant TTC de l'avance restant à rembourser.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance. Cette renonciation éventuelle est exprimée au sein de l'acte d'engagement.

7.3 - ACOMPTES

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

7.4 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

L'échéancier de paiement du lot n° 1 sur la base de DPGF est le suivant :

Pour la chaîne de mesure du SAME/LMN (Vésinet)

- Postes 1.1 à 1.4 : 70% après réception du PV recette usine
- Poste 2.1 et 2.2 : 30% après recette sur site

Pour la chaîne de mesure du SAME/LMRE (Orsay)

- Poste 3.1 à 3.4 : 70% après réception du PV recette usine

- Poste 4.1 à 4.42 : 30% après recette sur site

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

L'échéancier de paiement du lot n°2 sur la base de DPGF est le suivant :

Pour la chaîne de mesure du SM2IV (Vésinet) – Tranche ferme

- Postes 1.1 à 1.4 : 70% après réception du PV recette usine
- Poste 2.1 et 2.2 : 30% après recette sur site
-

Pour la chaîne de mesure du STAAR/LRTA) -Tranche optionnelle

- Poste 3.1 à 3.4 : 70% après réception du PV recette usine
- Poste 4.1 à 4.42 : x 30% après recette sur site

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

7.5 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire **en page de garde de l'acte d'engagement**.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats de l'ASNR (ASNR – Direction des Affaires financières – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - DELAI DE PAIEMENT

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - MARCHES COMPLEMENTAIRE

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique.

8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité et respect du secret des affaires

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Dès lors que ce personnel est amené à avoir accès au système d'information de l'ASNR ou qu'il entre physiquement sur les sites ASNR de Montrouge, Vésinet, Cadarache, Saclay ou Fontenay-aux Roses, il doit faire l'objet d'un retour favorable suite à une enquête administrative prévue aux articles R.114-1 à R. 114-5 du Code de la Sécurité Intérieure. Le titulaire doit intégrer le fait que le délai de retour de ces enquêtes administratives va d'une semaine (dans 95% des cas) à plusieurs semaines. En conséquence, le nombre de personnel présenté pour l'enquête doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents dispose d'un retour favorable afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Il est rappelé que les obligations de confidentialité associées au présent contrat doivent être connues de tous les intervenants du contrat. Le titulaire fait émarger ses intervenants à titre individuel d'un engagement de respect desdites obligations. Le cas échéant, l'ASNR pourra demander de voir la feuille d'émargement et pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

9.3 - LIEUX D'EXECUTION

Pour le lot n°1

Les phases de fabrication et de préparation peuvent être réalisées dans les locaux du Titulaire.

Les phases de livraison, d'installation et la mise en service et de formation seront réalisées sur les sites ASNR du Vésinet et d'Orsay. Les adresses de livraison figurent dans le CCTP.

Pour le lot n°2

Les phases de fabrication et de préparation peuvent être réalisées dans les locaux du Titulaire.

Les phases de livraison, d'installation et la mise en service et de formation seront réalisées sur les sites ASNR du Vésinet et de Cadarache. Les adresses de livraison figurent dans le CCTP.

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, qui en fait partie intégrante.

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables mentionnés dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot (cf. Annexe 1 des CCTP respectifs) aux dates/périodes correspondantes.

9.5 - EXECUTION DES PRESTATIONS

9.5.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire

Le présent marché ne contient pas de matériels, objets et/ou approvisionnements confiés par l'ASNR au Titulaire.

9.5.2 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Sans objet

9.5.3 - Stockage, emballage et transport

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues au sein des documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du Titulaire. Les emballages restent de la propriété du Titulaire.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires,

notamment en ce qui concerne les déchets dangereux .En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

9.5.4 - **Livraison**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Les fournitures livrées par le Titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du Titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au Titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les pièces du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Un sursis de livraison peut être accordé au Titulaire :

- lorsqu'en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.
- s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le Titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

9.5.5 - **Surveillance en usine**

Le présent marché ne prévoit pas une surveillance en usine.

9.6 - **OPERATIONS DE VERIFICATION ET GARANTIE**

9.6.1 - **Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

9.6.2 - **Frais de vérification**

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASNR pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'ASNR. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'ASNR de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'ASNR avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.6.3 - Déroulement des opérations de vérification

L'ASNR réalise lors de la livraison les vérifications quantitatives et qualitatives qui nécessitent notamment des essais de performance dont le détail est précisé au CCTP.

Elle notifie dans les meilleurs délais sa décision.

Les vérifications sont réalisées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison ou mise en service dans les locaux de l'ASNR ;

En l'absence de notification, celles-ci sont réputées admises à la date de livraison.

9.7 - DECISIONS APRES VERIFICATION

9.7.1 - Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'ASNR peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

9.7.2 - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASNR prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous

9.7.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Admission :

L'ASNR prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

L'ASNR, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'ASNR les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'ASNR a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'ASNR au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASNR dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'ASNR, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'ASNR, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l'ASNR estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'ASNR estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

9.8 - TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'ASNR est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

9.9 - MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché ne prévoit pas la maintenance des prestations livrées.

9.10 - GARANTIE

Les chaînes de mesure font l'objet d'une garantie minimale de vingt-quatre (24) mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'ASNR.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au

lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'ASNR un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du ASNR après consultation du Titulaire.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'ASNR. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

9.11 - INTERLOCUTEURS ET LEUR REMPLACEMENT

Lorsque l'interlocuteur présenté au sein de l'acte d'engagement ou les intervenants présentés au sein de l'offre du Titulaire ne participent plus à l'exécution du marché, le Titulaire doit assurer son remplacement sous réserve de l'acceptation par l'acheteur. Les remplacements proposés doivent garantir les mêmes niveaux en qualité et en compétences.

9.12 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan de Management Par la Qualité (« PMPQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans l'exécution du présent marché. À ce titre, il s'engage notamment à :

- Minimiser l'empreinte environnementale de la livraison et de la mise en service :
 - o Privilégier des modes de transport à faible impact environnemental lorsque cela est possible.
 - o Regrouper les livraisons pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.
- Optimiser la gestion des déchets :
 - o Réduire les emballages et privilégier des matériaux recyclables ou réutilisables.
 - o Assurer la reprise et le traitement des déchets générés par l'installation et la mise en service, conformément à la réglementation en vigueur.
- Favoriser un usage éco-responsable des fournitures :
 - o Fournir, lorsque possible, des équipements économes en énergie et en ressources.
 - o Mettre à disposition des utilisateurs des recommandations pour une utilisation optimisée en matière d'efficacité énergétique et de durabilité.

11.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

Le titulaire s'attèlera toutefois à proposer des collaborateurs en situations de handicap dans la mesure du possible.

11.3 - CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.

ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

15.1 - CLAUSES DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier les documents de marché si des circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté des parties affectent la disponibilité des fournitures, notamment en raison d'une pénurie de matières premières ou de composants essentiels, le titulaire pourra proposer des solutions alternatives de qualité et performances équivalentes, sous réserve de l'accord de l'ASNR.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

15.2 - CHANGEMENT LIÉ AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-*bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

15.3 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché. La responsabilité du Titulaire en cas de dommages directs précités est limitée au montant maximum du marché précisé en l'article 6 ou, dans le cas d'un marché ordinaire au montant figurant dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - DETERMINATION DES PENALITES

19.1.1 - Pénalités en cas de non-respect des engagements environnementaux

Sans préjudice de l'application des autres pénalités prévues au présent marché, tout manquement aux engagements environnementaux du titulaire mentionnés à l'article 11.1 du CCAP entraînera l'application des pénalités suivantes :

1. Non-respect des engagements sur la livraison et la mise en service :

En cas de non-respect des engagements relatifs à l'optimisation des livraisons (absence de regroupement des livraisons sans justification, utilisation non conforme du mode de transport prévu) : pénalité de 50 € par manquement.

2. Défaut de gestion des déchets et des emballages :

En cas de non-reprise des emballages ou de non-respect des obligations de tri et de recyclage : pénalité de 50 € par infraction constatée.

3. Non-respect des engagements liés à l'éco-conception des fournitures :

En cas de fourniture d'équipements non conformes aux exigences environnementales spécifiées (absence de certificats ou labels requis, non-remise des recommandations d'usage éco-responsable) : pénalité de 50 € par jour de retard dans la mise en conformité.

19.1.2 - Pénalités pour tout retard constaté

En cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvrable seront appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable. Le point de départ du calcul des pénalités correspond à la date contractuelle de livraison ou à celle mentionnée dans le planning validé entre les parties.

19.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

19.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

19.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

19.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

19.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiés)
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours [CHOISIR](#).

ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 21 - RESILIATIONS

21.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

21.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

21.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Versailles.

ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 7.2 déroge à l'article 11 du CCAG-FCS sur les avances

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'ASNR au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

L'article 19.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS sur le montant plafond des pénalités de retard.